

NON À L'INSÉCURITÉ

Il est insupportable qu'Athis-Mons fasse désormais régulièrement les gros titres des journaux, y compris ceux à tirage national !
Le 15 mars, mobilisons-nous pour dire **STOP** !

STOP

STOP - L'INSÉCURITÉ TUE ET CORROMPT NOS ENFANTS !

Le Maire, dans le déni, ne reconnaît du bout des lèvres qu'un « sentiment d'insécurité ». Celui-ci est malheureusement mortel, avec un décès tous les ans dans le cadre de rixes ou d'agressions depuis 2023. Eurent-ils le « sentiment » d'être poignardés ? Irrespect total pour les victimes. Nombre d'entre elles étaient trop jeunes... Quel modèle pour nos enfants ? Comment peut-on laisser le trafic prospérer à quelques mètres des écoles ?

STOP - L'INSÉCURITÉ NUIT AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE !

De nombreux commerçants n'en peuvent plus et songent même à quitter la ville. Les vols à l'étalage et la mauvaise fréquentation nuisent à leur rentabilité. Notre ville, la 5^e du département, qui par sa position stratégique devrait attirer de nombreux investissements, pâtit d'une réputation qui s'est fortement ternie ces dernières années.

STOP - L'INSÉCURITÉ COÛTE CHER AU CONTRIBUABLE !

La mairie nettoie et répare à chaque dégradation. Comme le disait si bien leur mentor socialiste F. Hollande « c'est l'État qui paie ». Mais cet « argent magique », c'est celui du contribuable, dont la taxe foncière a augmenté de 15% sur le mandat. La facture des déprédations est parfois salée : l'incendie de bâtiments publics au Noyer Renard génère une hausse des cotisations d'assurances de la ville de +40.000 € tous les ans...

STOP - L'INSÉCURITÉ TOUCHE LES PLUS FRAGILES !

La solution des socialistes consistant à déverser toujours plus d'argent public sur les quartiers difficiles sans régler les problèmes de fond montre ses limites. Nous devons agir pour les habitants de ces quartiers, qui sont les premières victimes de l'insécurité et qui en subissent les nuisances au quotidien. Lorsque des voitures brûlent, ce sont celles d'honnêtes travailleurs assurés au tiers faute de moyens, que l'on enfonce un peu plus dans la précarité en détruisant leur outil de travail...

NON, NOUS NE SOMMES PAS OBLIGÉS DE SUBIR !

Alors que l'actuelle municipalité pratique l'omerta et étouffe au maximum les affaires, afin de préserver – pense-t-elle – ses bastions électoraux, elle se réfugie dans un discours visant à se défaire de toutes ses responsabilités, se contentant de condamner mollement une fois mise au pied du mur : « C'est l'État » / « Un problème national » / « On ne peut rien faire »...
Nous refusons ce défaitisme. Le Maire, officier de police judiciaire doit faire usage de ses pouvoirs de police pour assurer sécurité, tranquillité et salubrité (art. 2212-2 CGCT)

DES LEVIERS EXISTENT :

- **Expulsion des logements sociaux** pour les auteurs de troubles reconnus coupables de violences ou trafics (mesure légale via les bailleurs). Signalement automatique aux bailleurs dès la première infraction.
- **Aucune subvention** à toute association refusant de coopérer avec la police ou tenant un discours anti-sécuritaire
- **Soutien juridique de la ville** à tout agent attaqué dans l'exercice de ses fonctions
- **Saisie et destruction automatiques** des deux-roues utilisés dans les rodéos urbains
- **Détachement d'un policier national en mairie** par le biais d'une convention pour assurer le suivi des plaintes, signalements, et enquêtes rapides.



FRANÇOIS GOULAOUIC

Restaurateur-
traiteur « la Ferme
de Contin »

« Ma famille est implantée à Athis-Mons depuis près d'un siècle. Aujourd'hui, je ne reconnais plus ma ville, en grande partie à cause des problèmes de sécurité. La Police Nationale a connu une réorganisation budgétaire sur ce mandat. Malheureusement, nous n'avons plus de commissariat de plein exercice à Athis-Mons, devenu une annexe de Juvisy. Les forces de l'ordre font ce qu'elles peuvent, mais n'ont plus les moyens d'assurer leurs missions. Aujourd'hui, la ville d'Athis-Mons n'a plus le choix : elle doit compenser avec sa police municipale, dont les missions devront évoluer, ainsi que les effectifs. Avec moins de dix agents, elle ne peut couvrir aujourd'hui que les horaires de bureau. Nous doublerons les effectifs pour atteindre une vingtaine de policiers, comme les villes comparables de Yerres ou de Viry-Châtillon. Nous assurerons ainsi une présence armée 7J/7 et 24H/24, y compris le week-end, car la délinquance n'attend pas »



Face à l'ampleur de la situation, je m'engage à ce que **la sécurité devienne la priorité numéro un** de notre nouvelle municipalité

- Police municipale doublée, armée 24H/24 et 7J/7. Patrouilles régulières dans TOUS les quartiers et aux abords des établissements scolaires.
- Sécurisation des halls d'immeubles via des patrouilles mixtes PM/PN. PC de sécurité mobile dans les quartiers les plus touchés.
- Renforcement de la vidéoprotection, avec intégration de l'IA pour détecter les comportements suspects et permettre une réactivité maximale des forces de l'ordre



MICHEL BOURG

Président
d'associations
patriotiques.
Ancien élu.

« Plutôt que les nouvelles promesses, regardons le bilan : peu d'installations de caméras de vidéosurveillance ont été réalisées sur le mandat, hormis celle à proximité immédiate de chez M. le Maire (Viry-Châtillon en a obtenu 29 supplémentaires...). Elles sont pourtant utiles : l'étude des chiffres locaux révèle qu'en moyenne 4 faits y sont constatés par jour ! Encore faut-il qu'il y ait assez d'hommes pour surveiller derrière les écrans... Le centre de supervision, historiquement basé à Athis-Mons, couvre cinq villes et plusieurs centaines de caméras. Leur déploiement s'était opéré sous la supervision de Julien DUMAINE, du temps où il était Adjoint au Maire, qui maîtrise bien le sujet. Nous demanderons des comptes à l'échelle intercommunale, et étudierons le déploiement de l'IA afin de détecter les comportements suspects. Ces évolutions technologiques permettront d'envoyer aux forces de l'ordre des alertes en temps réel et d'agir pour empêcher l'acte délictueux, pas seulement en retrouver l'auteur après coup »

SÉCURITÉ : PREMIÈRE DES LIBERTÉS

« Le silence face à la violence est une forme de complicité. »

Élie Wiesel

« L'ordre n'est pas l'ennemi de la liberté, il en est la condition. »

Pierre Mendès France

Julien DUMAINE

Conseiller municipal d'opposition

Ne pas jeter sur la voie publique - Imprimé sur papier par B-Print, RCS Evry : 503 431 173



Rassembler pour Athis-Mons avec Julien Dumaine



contact@rassembler-pour-athis-mons.fr



https://rassembler-pour-athis-mons.fr



RASSEMBLER POUR ATHIS-MONS

LA DROITE ATHÉGIENNE



rassembler-pour-athis-mons.fr

Athis-Mons livrée au chaos : le vrai visage du mandat GROUSSEAU

NOYER RENARD

Quartier I3F complètement abandonné, gangrené par la délinquance qui y fait sa loi. Les habitants subissent et vivent dans la crainte des représailles.

MORT RUE MARX DORMOY

Fin 2023, victime d'une agression nocturne, un homme de 39 ans meurt le crâne enfoncé. Il a été retrouvé gisant sur le trottoir.

COLLÈGE MOZART : L'ÉDUCATION IMPOSSIBLE

Victimes de l'insécurité communale et des rixes à répétition, les professeurs ont organisé une manifestation devant la mairie. Les motifs semblent s'éloigner des préoccupations socialistes : « remise en question constante par les élèves et leurs représentants légaux » ; être « bousculés ; insultés, filmés pendant les cours pour diffusion sur les réseaux » ou « témoins de violence verbale et physique au quotidien » ... Il y a deux ans, deux élèves de 5e avaient quand même été exclus pour avoir diffusé des vidéos de propagande terroriste...

APOLOGIE DU TERRORISME ET MENACES CONTRE L'ÉGLISE

La veille de Pâques, un individu s'est rendu à l'Église Notre-Dame de la Voie. Prétendant avoir des visions il a menacé de détruire les lieux par voie d'incendie. En situation irrégulière, le préfet a heureusement procédé à son placement immédiat en centre de rétention administrative.

MORT RUE DE JUVISY

Fin 2024, un jeune homme âgé de 20 ans a perdu la vie dans le cadre d'une rixe, mort poignardé.

CRIMES ROUTIERS

En octobre, le tribunal condamne une jeune femme roulant sans permis ni assurance pour avoir fauché un piéton avant de prendre la fuite. La victime, 30 ans, est en fauteuil roulant. L'année précédente : un homme au volant d'une BMW Série 5 sous l'emprise de stupéfiants percute ici de front un scooter. La victime, 42 ans, a été transportée à l'hôpital (pronostic vital engagé).

UN LIVREUR AGRESSÉ À COUPS DE COUTEAU

Le 27 janvier dernier, il a été victime de 10 coups de couteau rue Alsace-Lorraine, où se regroupent les livreurs en deux-roues qui attendent les commandes. Plusieurs rixes avaient déjà éclaté à cet endroit la veille et l'avant-veille.

CAMBRIOLAGES

Il y a quatre mois, un groupe de malfaiteurs déguisés en policiers procédaient à des vols de bijoux dans les quartiers pavillonnaires, ciblant les personnes âgées vulnérables.

VOLS AU CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR

Le 21 janvier dernier, un détenu condamné pour agression sexuelle il y a 6 mois, bénéficiant du régime de semi-liberté a été interpellé pour un vol à l'étalage. Il y volait déjà le téléphone d'une cliente en terrasse la veille. L'an dernier, la boutique Bouygues y avait subi un braquage en pleine journée.

OZONVILLE : LA DESCENTE AUX ENFERS

Auparavant résidence parmi les plus demandées dans les dossiers de logement, sa situation sécuritaire plonge depuis deux ans. Les habitants subissent dégradations et tirs de mortiers. Un palier fut franchi en ce début d'année avec l'incendie de plusieurs véhicules et une vaste opération de graffitiage des bâtiments : tags exposant l'immatriculation des véhicules de policiers, indiquant les prix de vente de drogues, antisémites...

COTEAU DES VIGNES

SDF et toxicomanes y rôdent, leur installation favorisée par l'absence totale d'entretien. Il y a quelques mois des cabanes y sont même apparues et hébergeaient des activités de prostitution.

PANIQUE À LA CRÈCHE

Fin 2024, un individu a été interpellé après s'être introduit armé dans une crèche à Athis-Mons (« Les Petits Loopings »).

CENTRE-VILLE OU CENTRE-DEAL ?

Se métamorphosant en une zone de non-droit du fait du trafic de drogue la situation du centre-ville est préoccupante. La présence des établissements scolaires (Delalande, Ader et Saint-Charles) fait que nos enfants y sont exposés, ainsi qu'aux agressions/racket et rixes. L'an dernier, un élève a été poignardé pour son téléphone. Il y a deux mois, on y tirait même au fusil en pleine journée...

MORT PLACE DU 19 MARS

Il y a deux mois, nouvelle victime collatérale de 22 ans. Poignardé juste sous une caméra de vidéosurveillance par un groupe venu en découdre, il décède des suites de ses blessures.

DÉGRADATION DE BÂTIMENTS PUBLICS

Il y a deux ans, le centre administratif, l'amphithéâtre d'Avaucourt et la stèle de la Déclaration des Droits de l'Homme ont été successivement victimes de dégradations.

MÉCANIQUE SAUVAGE

Un article publié le mois dernier dans *Le Parisien* confirme la présence d'un groupe de sans-papiers exerçant une activité clandestine de mécanique sur le quai de l'industrie. Ces infractions quotidiennes au code de l'environnement et les pollutions engendrées n'ont pas suscité de réaction forte de la municipalité, prétendument écologiste.

BLANCHIMENT À LA DÉCHETTERIE

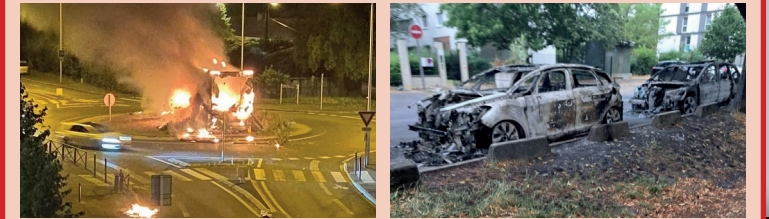
Il y a moins de 3 mois, les salariés du centre de tri ont vu arriver des dizaines de billets sur leur trieuse. Le montant total s'élève à 100 000 €. Une enquête pour blanchiment d'argent a été ouverte.

TRAFFIC DE FAUX CERTIFICATS DE VACCINATION

Une employée municipale y revendait au centre de vaccination COVID de faux documents aux alentours de 300 euros l'unité.

ÉMEUTES URBAINES

Autrefois paisible, Athis-Mons a été l'une des villes les plus touchées du département. L'espace municipal des seniors a été incendié deux fois en moins de dix ans et tagué avec des slogans explicites comme « Baiz l'Etat » ou « Nik la Frans » [sic]. La municipalité n'a pas eu le courage d'imposer un couvre-feu ni de prendre la moindre mesure d'ordre. La seule réponse reste toujours la même : déverser des subventions dans les quartiers sensibles et fermer les yeux sur la délinquance au nom de l'idéologie de l'excuse et de calculs électoraux.



Résultat : explosion de l'insécurité depuis 3 ans et dans tous les quartiers !

Il est temps de cesser de livrer la ville aux délinquants !

INSÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS

Il y a un an, grâce à la description fournie par une victime de 15 ans, le suspect d'actes de racket dans les bus a été retrouvé. Lors de son interpellation, il traite une policière de « sale blanche de merde ». Un an plus tôt, une attaque au couteau avait été commise sur le chauffeur du 487. L'agresseur était connu des services de police et sous le coup d'une OQTF.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Il y a deux ans, une femme de 31 ans résidant près de la gare a subi des violences particulièrement horribles devant ses enfants de la part de son ex-compagnon clandestin. Ce dernier a frappé la femme, l'a obligée à se dévêtir pour la filmer et lui a coupé les cheveux au couteau, puis l'a brûlée au fer à repasser.

Grâce à vos suffrages, retrouvons dès le 15 mars, la ville agréable, propre et sûre que nous méritons !